

(1)
(N° 233)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1920 ⁽¹⁾

Tableau III. — Justice.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Les sections de la Chambre n'ont présenté, à propos du Budget de la Justice, aucune modification aux chiffres du projet.

Les procès-verbaux constatant qu'elles n'ont soulevé que deux questions : l'augmentation des traitements de la magistrature et la rémunération des huissiers.

En section centrale, le budget a été adopté sans modifications importantes.

Au cours de la discussion, diverses observations ont été présentées : nous allons les examiner successivement.

*
* *

L'institution des *Conseillers du Gouvernement* a soulevé des critiques de la part de plusieurs membres de la Section centrale. On demande que l'on veuille bien préciser le rôle et démontrer l'utilité de cette nouveauté.

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHIELYNCK, BERTRAND et TIDBAUT, *vice-présidents*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

Jusque là, plusieurs pensent que ces conseillers font double emploi, non seulement avec les Directeurs des différentes branches de l'Administration de la Justice, mais encore avec les nombreuses commissions que l'on a pris l'habitude de constituer pour l'étude des questions importantes.

Ne semble-t-il pas, en effet, que les attributions de ce conseil se confondent avec les devoirs du personnel appelé à diriger le Département? N'est-ce pas dans ce personnel que l'on doit rencontrer les conseillers aux lumières desquelles le Ministre est parfois obligé de recourir? Faut-il chercher les compétences ailleurs que dans les services mêmes qui ont précisément pour mission d'étudier et de traiter toutes les questions qui intéressent le Département?

D'autre part, que devient, en présence de l'innovation introduite, le rôle des Commissions que l'on appelle « spéciales » ou « compétentes », auxquelles on a si souvent recours?

Peut-être peut-on comprendre un Conseil de ce nouveau genre dans certains Départements où de nouvelles questions surgissent en dehors de celles qui étaient jusque-là traitées et pour lesquelles le personnel peut n'être pas compétent. L'on comprend que, dans certaines administrations, il faille recourir à des connaissances techniques qui peuvent manquer au personnel de ces administrations.

Mais tel n'est pas le cas, semble-t-il, pour le Département de la Justice. Il ne se conçoit pas que l'on ait besoin d'instituer un corps spécial et permanent en dehors de ceux qui, par devoir professionnel, sont chargés d'apporter à la direction du Département les lumières de leur science et de leur expérience.

Plusieurs membres de la Section centrale ont donc émis l'avis qu'il serait sage de supprimer, au Département de la Justice, un élément, mais on veut dire par là une dépense, dont la nécessité, ni même l'utilité ne sont pas démontrées.

*
* *

La Section centrale s'est émue aussi de l'accroissement constant du nombre des fonctionnaires attachés au Ministère de la Justice.

Il résulte des chiffres produits que cet accroissement est considérable; mais à l'examen, l'on constate qu'il répond à des nécessités nouvelles et que la situation actuelle n'est plus comparable à celle de 1914.

Il nous faut même prévoir que par l'instauration du service journalier de huit heures l'effectif de certaines catégories d'employés devra être augmenté dans de sérieuses proportions.

*
* *

Se conformant à une règle admise pour tous les Départements, la Section centrale a voté l'amendement portant le traitement du Ministre à 35,000 francs.

*
* *

Des membres de la Section centrale ont rappelé la situation exceptionnellement défavorable qui est faite aux agents du Département de la Justice mis en disponibilité.

Pendant la guerre, ces agents n'ont rien touché; ils ont dû vivre de leurs propres ressources, dépenser le peu d'économies qu'ils avaient pu réaliser.

Après la guerre, le Gouvernement les a oubliés; ni indemnité de vie chère, ni paiement d'arriérés, ni augmentation de traitements, ils n'ont rien obtenu.

N'oublie-t-on pas cependant que ces agents, mis en disponibilité, restent des serviteurs de l'État; que s'ils ne peuvent continuer leur service, c'est souvent parce qu'ils ont été victimes de l'accomplissement trop scrupuleux de leur devoir et qu'en réalité l'État a vis-à-vis d'eux un devoir de reconnaissance, d'aide et de protection.

De nouveau, nous recommandons leur sort à la sollicitude du Gouvernement.

*
* *

Parmi les questions traitées, l'an dernier déjà, se trouve celle des mesures législatives à prendre pour régler la situation des *disparus*.

La guerre a créé bien des vides dans les familles. Dans la plupart des cas, elles ont pu avoir la preuve du décès; mais que d'absents cependant, pour lesquels se pose toujours le même point d'interrogation : est-il encore en vie?

Comme après toutes les catastrophes, il y a des morts qui reviennent, mais hélas! La plupart de ceux qui, depuis dix-sept mois, n'ont pas donné de leurs nouvelles, ne reviendront plus!

Et cependant, faute de pouvoir produire la preuve certaine du décès, les familles doivent attendre pour le règlement d'intérêts parfois bien urgents. La législation du Code sur l'absence est fort incomplète; elle ne répond plus aux besoins de l'époque et il serait temps d'y apporter les modifications indiquées par l'expérience.

Certaines mesures sont proposées, mais elles sont insuffisantes et on ne pourrait trop insister pour que le Gouvernement prenne l'initiative d'une réforme rapide de la loi en cette matière.

*
* *

Une mesure qui est aussi demandée par les circonstances et que les années de guerre ont rendue nécessaire, c'est le règlement des options de nationalité.

Il est des serviteurs de la Patrie qui n'ont pas même le droit de s'appeler citoyens; la loi leur donnait à un certain âge et dans un délai relativement court, la faculté de devenir belges par une simple option; pendant la guerre

cette formalité leur était impossible et aujourd'hui ils ont dépassé l'âge et les délais. Il est nécessaire de leur rendre les facilités dont ils n'ont pu profiter, mais pour cela, il faut une loi nouvelle.

*
* *

Durant la session dernière, les lenteurs de la Justice ont été l'objet de nombreuses discussions et de sévères critiques.

Des mesures législatives importantes ont été prises dans des ordres divers.

Rappelons les lois qui ont permis au Ministre de faire appel au concours d'un plus grand nombre de magistrats, les modifications apportées au taux des peines et au pouvoir du jury ; rappelons surtout la loi provisoire du 25 octobre 1919 qui avait pour but de remédier à l'encombrement des Tribunaux.

Quel est le résultat de ces mesures ?

On ne le voit pas bien. Il semble que la Justice continue sa marche avec la même lenteur.

En ce qui concerne spécialement la loi modifiant l'organisation judiciaire des Cours et Tribunaux, a-t-elle produit un résultat ?

Les avis sont partagés. Tandis que l'on entend dire que, depuis sa mise en vigueur, l'encombrement dans les Tribunaux de Bruxelles a beaucoup diminué, on rencontre des avis tout à fait contraires. Bien des professionnels du barreau affirment que la loi n'a rien changé ; il en est même qui prétendent — nous en avons entendus — que la situation, loin d'être rendue meilleure, a bien au contraire empiré.

Nous pensons que cette dernière appréciation est exagérée et que, au contraire, on se montre généralement satisfait des résultats de la loi.

*
* *

Parmi les mesures qui doivent contribuer à l'allègement de la charge des tribunaux trop encombrés, il faut signaler le projet de loi, voté par le Sénat, puis par la Chambre, apportant une modification profonde à la loi sur la compétence, en matière de contrats d'assurances. Il faut souhaiter que cette loi ne tarde pas à être mise en vigueur : elle aura pour effet, non seulement de mettre fin à de graves abus, mais aussi d'établir une meilleure répartition des affaires entre nos tribunaux. En matière de contrats d'assurances, les procès sont nombreux ; jusqu'ici ils n'étaient portés que devant quelques tribunaux et contribuaient pour une large part à l'encombrement. Désormais ces procès seront soumis aux tribunaux du domicile de l'assuré et pourront être jugés par les tribunaux de province beaucoup moins encombrés et auxquels la connaissance de ce genre d'affaires échappait totalement.

Toujours dans le même but, un membre de la Section centrale proposait une mesure qui aurait pour résultat de diminuer, dans de fortes proportions,

l'encombrement des tribunaux de police. Il faudrait, disait-il, comme en certains pays, permettre aux agents verbalisant de percevoir, sur-le-champ, les amendes pour les contraventions qu'ils constatent.

L'idée n'est pas à rejeter.

Voici un chauffeur d'automobile qui commet un excès de vitesse ; il est l'objet d'un procès-verbal. Pourquoi l'agent ne pourrait-il appliquer immédiatement l'amende et même la percevoir ? Pourquoi faut-il attendre tout une longue procédure, puis un jugement ?

De même pour tant d'autres contraventions sans gravité, qui pourraient être réglées sur l'heure et que les contrevenants eux-mêmes ne demanderaient qu'à liquider sans autre formalité.

On laisserait évidemment au juge le soin de juger les cas discutés ; mais nous pensons que si l'on voulait étudier cette réforme, l'entourer de règles précises et bien réfléchies, on arriverait, sans aucun inconvénient, à une grande simplification, qui, tout en assurant l'application meilleure de nos lois et règlements, ne manquerait pas de profiter largement au Trésor.

Que de gens s'empresseraient de payer l'amende, même le maximum, iraient jusqu'à oublier le bénéfice de la condamnation conditionnelle pour ne pas être portés aux registres des condamnations.

Ce ne serait, du reste, pas une chose absolument nouvelle. Ne voyons-nous pas tous les jours, en effet, l'application de ce principe en matière fiscale ? Que de poursuites, en matière de douanes, par exemple, s'arrêtent au procès-verbal, parce que celui qui en est l'objet préfère payer une amende transactionnelle plutôt que de courir les risques d'une comparution en justice.

*
* *

Les sections de la Chambre avaient exprimé l'impatience de voir soumettre à la Législature le projet de relèvement du traitement de la magistrature.

Le projet est depuis lors déposé et est actuellement soumis à la Section centrale. Nul doute que la Chambre lui réserve un accueil bienveillant.

D'une part, c'est une réforme nécessaire, dont il faut attendre les meilleurs effets au point de vue du recrutement de nos futurs magistrats.

Mais, d'autre part, c'est une lourde charge qui vient s'ajouter aux dépenses du Département de la Justice. Ne la regrettons pas, si elle est appelée à aider et à améliorer l'un des services les plus précieux de notre organisation sociale.

Sans vouloir anticiper sur la discussion du projet déposé par le Gouvernement, qu'il nous soit permis de regretter, c'est le rapporteur seul évidemment qui parle, que l'on ne se soit pas arrêté à l'idée que nous avons préconisée l'an dernier, de donner comme point de départ aux augmentations périodiques, non pas l'entrée dans la magistrature, mais plutôt l'entrée dans le corps judiciaire, c'est-à-dire l'inscription au tableau du Barreau.

Nous nous permettons d'insister sur ce point parce que nous sommes convaincus que cette mesure ne manquerait pas d'amener un recrutement meilleur.

Nous savons qu'améliorer la situation des fonctionnaires n'a pas pour effet, dans tous les domaines, d'améliorer le recrutement; mais en ce qui concerne la magistrature, la chose est indéniable; c'est l'évidence même.

*
* *

La réforme proposée est surtout une question de dignité.

La justice! Le mot fait toujours impression; il faut que la chose réponde adéquatement à cette impression.

Et par conséquent, il est de toute nécessité que ceux qui représentent cette grande chose inspirent eux aussi le sentiment de respect qu'elle impose. Le devoir de l'Etat est donc de les placer dans une telle situation qu'ils apparaissent aux yeux de tous, dans une absolue indépendance que rien, pas même les questions d'intérêts, ne puisse amoindrir.

Ces réflexions nous amènent à penser à d'autres agents de la Justice que l'on a toujours trop oubliés.

N'est-il pas surprenant, alors que de tout temps on parle du respect dû à la Justice, de l'indépendance qu'elle doit avoir, de l'intégrité de ceux qui la représentent, n'est-il pas étonnant que l'Etat ait toujours négligé une catégorie de ceux qui sont appelés à collaborer à son œuvre, nous voulons parler des huissiers.

Depuis longtemps cependant on agite la question de la rémunération des huissiers par l'Etat, mais jamais, pensons-nous, on n'a abordé législativement le problème.

Faut-il se demander pourquoi?

La réponse est fort simple : les huissiers eux-mêmes ne sont pas d'accord.

Les uns désirent la rémunération par l'Etat; les autres en ont peur.

En 1862, un huissier de la Cour de cassation publiait une brochure dont le but était de démontrer la nécessité de payer un traitement aux huissiers comme aux autres fonctionnaires.

Immédiatement, un autre huissier de la Cour d'appel de Bruxelles, y répondit par une brochure, démontrant qu'il ne fallait pas attribuer de traitement aux huissiers, qu'il fallait leur laisser toute leur liberté.

La clef de cette différence d'appréciation? Est-il besoin de dire qu'elle se trouve dans ce fait très connu, qu'il y a deux catégories d'huissiers : ceux qui gagnent beaucoup d'argent et ceux qui n'en gagnent pas ou pas assez.

Ceux qui ne font pas d'affaires ou qui se limitent strictement aux devoirs de leur profession judiciaire et ceux qui ont des études plantureuses auprès desquelles pâlissent bien des études de notaires.

Dieu nous garde d'entrer dans cette querelle!

Mais il y a pourtant une solution à chercher pour sortir un grand nombre de ces agents de l'état misérable où les laissent les pouvoirs publics.

Nous n'exagérons rien!

Il y a des huissiers dans la misère ! Nous en connaissons qui ont charge de famille et qui ne gagnent pas mille francs par an ; pour certains, pas même cinq cents francs !

C'est un devoir impérieux pour l'État d'intervenir ; c'est aussi une question de dignité.

Bien évidemment, lorsque nous nous élevons contre l'indifférence injustifiable de l'État, nous ne pensons pas aux huissiers, qui, dans les villes et les centres populeux, se taillent des revenus enviables, mais nous pensons à ces huissiers des cantons ruraux qui ne gagnent pas de quoi vivre.

L'État, peut-il continuer à s'en désintéresser ?

Il ne le peut pas ! C'est son devoir de leur faire une situation convenable en rapport avec la dignité de leur mission.

Car leur mission, quelle est-elle ?

Les huissiers, disent les Pandectes, sont des officiers ministériels chargés par la loi, des significations judiciaires ou extrajudiciaires, de l'exécution forcée des actes publics et du service intérieur des Tribunaux.

On s'efforce, et l'on fait bien, de donner à la Justice tout l'apparat que demande sa haute mission ; les magistrats, les avocats, les avoués, tous ceux qui collaborent à son œuvre ne peuvent le faire qu'en des formes solennelles ; la loi va même jusqu'à leur enjoindre une robe dont elle règle les détails et dont l'éclat semble suivre les proportions de la hiérarchie. On veut qu'au Palais, la Justice soit entourée de toutes les formes qu'exige son prestige, mais on tolère que, chez les justiciables, elle continue à se présenter en haillons !

C'est l'huissier qui pose le premier acte de l'action en justice ; c'est à lui seul que la loi donne compétence pour cela ; son intervention est d'une nécessité inéluctable.

N'est-il pas dès lors évident que la loi devrait régler comme les autres ce premier pas de la justice ; qu'elle devrait exiger de celui qui doit le faire le même prestige et la même dignité ?

Et ce n'est pas seulement l'intérêt de la Justice, c'est aussi un intérêt général.

Qu'arrive-t-il, en effet ? L'huissier qui ne gagne pas sa vie devient un agent d'affaires ; au lieu de prêcher la paix, il devient un faiseur de procès, car plus il suscitera de conflits, plus il y gagnera !

L'intérêt social est de le mettre au-dessus de telles tentations et, par conséquent, de lui assurer des ressources qui lui permettent de se passer de pareils profits.

Ne faut-il donc pas chercher à lui enlever, autant que possible, tout intérêt dans les procès qu'il a charge d'intenter ?

Le problème est difficile, mais il n'est peut-être pas insoluble.

Puisque la plupart des huissiers répugnent à l'idée de traitement, n'y a-t-il pas moyen de donner satisfaction à ceux qui réclament, sans toucher à la situation de ceux qui veulent le maintien de l'état de choses actuel ?

Nous nous permettons de suggérer une idée qu'il ne serait pas difficile de réaliser et qui consiste à assurer aux huissiers un minimum de ressources. La mesure ne coûterait rien au Trésor pour tous ceux dont la profession est une source de profits suffisants; l'Etat n'interviendrait que pour compléter les ressources de ceux qui ne gagnent pas assez pour vivre. Ce serait une sorte de minimum de salaire.

Veut-on une ébauche du projet? Il suffirait, d'après nous, de ces deux articles :

ARTICLE 1. — Il est alloué aux huissiers, quelle que soit la juridiction à laquelle ils sont attachés, une indemnité fixe de quatre cents francs par mois, en raison des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

ART. 2. — Seront déduits de cette indemnité tous les honoraires qui leur sont attribués à l'occasion des actes qu'ils sont appelés à poser comme officiers ministériels. Afin de permettre le contrôle de ces déductions, ils seront tenus de produire à chaque échéance trimestrielle de l'allocation qui leur est octroyée, le relevé de tous ces actes et le décompte des honoraires qu'ils ont dû percevoir.

La première objection sera sans doute que c'est bien compliqué!

Pas tant que cela cependant, si l'on considère d'abord que déjà actuellement les huissiers sont obligés de tenir à jour un répertoire où ils doivent inscrire tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires de leur ministère, et qu'ensuite ces répertoires sont soumis au contrôle du fisc.

Du moment que la nécessité d'une rémunération s'impose, mieux vaut une mesure un peu compliquée que de laisser se perpétuer une situation inique.

On dira encore que l'Etat ne doit rien aux huissiers; qu'ils ne sont pas des fonctionnaires.

L'Etat leur confie cependant une mission, un service et dès lors, pourquoi serait-il dispensé de les payer?

L'huissier n'est-il pas tenu à de multiples devoirs qui lui demandent parfois une grande partie de son temps? Pourquoi ces devoirs seraient-ils gratuits?

C'est ainsi qu'il est tenu d'assister à toutes les audiences; que les magistrats ont le droit de requérir sa présence; qu'il est tenu d'assurer le service intérieur des tribunaux.

C'est ainsi encore qu'il est tenu de faire tous les actes de la procédure gratuite; que cette obligation l'astreint à des écritures, à des courses et même à des dépenses qu'il est injuste de lui laisser pour compte?

Un fonctionnaire, au sens étroit du mot, n'est-ce pas celui à qui le Gouvernement a délégué une partie de l'autorité publique?

Or n'est-elle pas formidable cette partie d'autorité qui est confiée à l'huissier et qui confère à ses actes, foi jusqu'à inscription de faux?

Et que d'obligations lui sont imposées!

Il doit prêter serment, il doit résider là où sa résidence est fixée par le tribunal; il doit prêter son ministère pour tous les actes qui sont de sa compétence; il a des devoirs légaux, moraux, professionnels; il a une responsabilité civile, disciplinaire et même pénale.

Ses fonctions sont incompatibles avec toute fonction publique salariée.

Ne sont-ce pas là autant de caractéristiques de sa mission qui en font vraiment un fonctionnaire au sens légal du mot.

Une seule chose le met à part, c'est qu'il n'est pas payé. Et il nous semble que si on ne veut pas le considérer comme un fonctionnaire, il ne peut y avoir d'autre motif que celui-là, c'est qu'en réalité on ne veut pas une nouvelle charge pour le Trésor.

Ce n'est pas juste.

Nous demandons donc au Gouvernement de prendre l'initiative d'un projet qui mette fin à pareille iniquité.

Nous savons que le Gouvernement s'en est préoccupé et nous pensons qu'il a l'intention de proposer une majoration plus grande encore des tarifs.

Mais ne voit-on pas l'inefficacité de cette mesure au point de vue de ceux-là mêmes que nous voudrions aider. Supposons qu'on aille jusqu'à doubler le tarif? Ceux qui gagnent aujourd'hui cinq cents francs par an gagneront mille francs; ceux qui gagnent mille francs en gagneront deux mille. Ce sera la continuation de la misère.

Puis, qu'on ne l'oublie pas! Est-ce bien le moment d'augmenter les frais de justice? Et ce serait les augmenter considérablement que de doubler les honoraires des huissiers. C'est donc par d'autres mesures qu'il faut remédier au mal que nous signalons, c'est-à-dire par une intervention directe de l'État.

*
* *

Il ne nous reste plus qu'à dire un mot d'une question toute locale.

La Section centrale a demandé à M. le Ministre de la Justice, s'il ne convenait pas d'inscrire au Budget un crédit spécial, pour permettre d'achever la construction de l'église de Boitsfort.

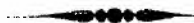
Le Conseil communal et le Conseil de fabrique de Boitsfort insistent pour que les travaux, commencés il y a quelques années, soient poursuivis sans délai.

M. le Ministre de la Justice a bien voulu nous répondre qu'il allait s'entendre avec M. le Ministre des Finances pour que ce crédit soit porté au budget.

Il sera donc ainsi donné satisfaction au désir manifesté par les Autorités intéressées.

Le Rapporteur,
JULES PONCELET.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel III. — Justitie.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PONCELET**.

MIJNE HEEREN,

In de cijfers van het ontwerp der Begrooting van Justitie hebben de Afdeelingen van de Kamer geene wijziging voorgesteld.

De verslagen stellen vast dat slechts twee vraagpunten werden opgeworpen : de weddeverhooging van de magistraten en de bezoldiging van de deurwaarders.

In de Middenafdeeling werd de Begrooting zonder merkelijke wijzigingen goedgekeurd.

In den loop van de behandeling werden verschillende aanmerkingen gemaakt : wij zullen die achtereenvolgens onderzoeken.

*
* *

De instelling van *Regeeringsraden* heeft van wege verschillende leden der Middenafdeeling critiek uitgelokt. Men vraagt dat men hunne zending nader zou omschrijven en het nut van deze nieuwe instelling bewijzen.

(1) Begrooting, n° 36.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIRBAUT, *ondervoorzitters*, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUVERMANS.

Tot nu toe denken velen dat deze Raden hetzelfde werk verrichten, niet alleen van de Bestuurders der verschillende afdelingen van het Ministerie van Justitie, maar ook nog van de talrijke commissiën die men pleegt aan te stellen voor het onderzoek der belangrijke vraagstukken.

Komt het inderdaad niet voor alsof de bevoegdheid van deze Raden samenvalt met de plichten van het personeel dat geroepen is dit Departement te besturen? Is het niet onder dit personeel dat men de raadgevers moet vinden, op wier wetenschap de Minister soms beroep moet doen? Moet men de bevoegdheid elders zoeken dan in de diensten zelve, wier opdracht het juist is al de vraagstukken, die het Departement aangaan, te onderzoeken en te behandelen?

Wat gewordt er daarbij, gelet op deze nieuwe instelling, van de rol der Commissiën, « bijzondere » of « bevoegde » Commissiën geheeten en waartoe men zich zoo vaak wendt?

Zulk een nieuwsoortige Raad ware wellicht begrijpelijk in sommige Departementen, waar nieuwe vraagstukken oprijzen, die buiten het gebied liggen dergene, welke tot zooverre behandeld werden en waartoe het personeel allicht niet de gewenschte bevoegdheid bezit. Men begrijpt dat men in sommige besturen zijn toevlucht moet nemen tot technische bevoegdheden die aan het personeel dezer besturen mochten ontbreken.

Dat schijnt echter niet het geval te zijn voor het Departement van Justitie. Het gaat niet op, dat men een bijzonder en bestendig korps zou moeten instellen buiten degenen die, uit ambtsplicht, gelast zijn het bestuur van het Departement van hunne kennis en hunne ervaring te doen genieten.

Verschillende leden van de Middenafdeeling hebben dus de meening geuit dat het verstandig zou zijn, bij het Departement van Justitie een element, namelijk eene uitgave af te schaffen, waarvan de noodzakelijkheid noch het nut bewezen zijn.

*
* *

De Middenafdeeling werd getroffen door het steeds stijgend getal ambtenaren bij het Ministerie van Justitie.

Uit de voorgelegde cijfers blijkt dat deze toeneming belangrijk is, maar bij nader onderzoek stelt men vast dat zij beantwoordt aan nieuwe behoeften en dat de huidige toestand niet met dien van 1914 te vergelijken is.

Men mag zelfs voorzien dat de invoering van den acht-urendienst de getalsterkte van sommige klassen van bedienden merklijk zal doen toenemen.

*
* *

Zich schikkend naar een voor al de Departementen aangenomen regel, heeft de Middenafdeeling het amendement goedgekeurd, waarbij de wedde van den Minister op 35,000 frank wordt bepaald.

*
* *

Leden van de Middenafdeeling hebben gewezen op den uiterst ongunstigen toestand, waarin de beambten van het Departement van Justitie verkeerden, die beschikbaar werden gesteld.

Tijdens den oorlog hebben die beambten niets getrokken; zij hebben op hun eigen middelen moeten bestaan en hunne geringe spaarpenningen moeten verteren.

Na den oorlog heeft de Regeering hen vergeten; niets hebben zij verkregen, noch vergoeding wegens levensduurte, noch betaling van het achterstallige, noch weddeverhooging.

Vergeet men echter niet dat deze beambten, ofschoon beschikbaar gesteld, Staatsbedienden blijven; dat, bijaldien zij hun dienst niet meer kunnen vervullen, dit vaak is wijl zij het slachtoffer waren van hunne al te nauwgezette plichtsvervulling en dat feitelijk de Staat tegenover hen eene schuld heeft van erkentelijkheid en hun onderstand en bescherming verschuldigd is.

Wij bevelen nogmaals hun lot in de bezorgdheid van de Regeering aan.

*
* *

Onder de vraagpunten, welke het vorige jaar reeds werden behandeld, komt dit van de wetgevende maatregelen voor tot regeling van den toestand der vermisten.

De oorlog heeft in de gezinnen menige leemte gelaten. In de meeste gevallen konden zij het bewijs van het overlijden bekomen; maar hoeveel vermisten zijn er niet, nopens dewelke nog steeds de vraag oprijst: « Is hij nog in leven » ?

Evenals na al de rampen zijn er dooden, die verrijzen, eilaas! De meesten echter, van wie men, sedert zeventien maanden, niets meer heeft vernomen, zullen niet meer weerkeeren!

En nochtans, bij gemis van afdoend bewijs van overlijden, moeten de gezinnen de regeling afwachten van soms hoogdringende belangen. Op het stuk van afwezigheid is het Wethoek zeer onvolledig; het beantwoordt niet meer aan de huidige behoeften en het ware tijd het naar de opgedane ondervinding te wijzigen.

Sommige maatregelen werden voorgesteld, maar zij zijn onvoldoende en men kan niet genoeg aandringen opdat de Regeering het initiatief zou nemen, de desbetreffende wet spoedig te herzien.

*
* *

Een maatregel, eveneens door de omstandigheden gevegd en door de oorlogsjaren noodzakelijk gemaakt, is de regeling van de keuze der nationaliteit.

Er zijn dienaren van het Vaderland, die zelfs het recht niet hebben zich burgers te heeten; op zekeren leeftijd en binnen een betrekkelijk korten termijn stond het hun vrij, krachtens de wet, Belg te worden door keuze; gedurende den oorlog was hun dit onmogelijk en thans zijn zij te oud geworden en is de termijn verstreken. Men moet hun de keuze weer mogelijk maken, maar daartoe is een nieuwe wet noodig.

*
* * *

Gedurende het jongste zittingsjaar gaf de traagheid der rechtsbedeeling aanleiding tot talrijke besprekingen en strenge critiek.

Belangrijke wetgevende maatregelen werden in verschillenden zin genomen.

Laat ons even herinneren aan de wetten die den Minister toelieten een beroep te doen op een grooter getal magistraten, aan de wijzigingen gebracht in het bedrag der straffen en in de bevoegdheid der jury; herinneren wij vooral aan de voorloopige wet van 23 October 1919, die ten doel had, den overlast der rechtbanken te verhelpen.

Welken uitslag hadden deze maatregelen?

Hij springt niet in het oog. Het schijnt wel dat de Justitie even traag haren weg voortzet.

Welk was de uitslag van de wet houdende wijziging van de rechterlijke inrichting der Hoven en Rechtbanken?

De meeningen loopen daarover uiteen. Van den eenen kant hoort men zeggen dat, sedert hare inwerkingtreding, de overlast van de Brusselsche Rechtbanken veel heeft afgenomen, en, van den anderen kant, hoort men geheel tegenovergestelde meeningen. Vele bevoegde leden van de balie bevestigen dat de wet niets heeft gewijzigd; er zijn er zelfs die beweren — wij hebben het gehoord — dat de toestand, verre van te verbeteren, veeleer nog verslecht.

Wij zijn van meening dat dit oordeel overdreven is en dat men, over 't algemeen, tevreden is met de uitslagen van de wet.

*
* * *

Onder de maatregelen, die moeten bijdragen tot verlichting van de overlaste rechtbanken, dient te worden gewezen op het wetsontwerp, door den Senaat en de Kamer aangenomen, waarbij eene grondige wijziging wordt gebracht in de wet op de bevoegdheid in zake verzekeringsovereenkomsten.

Het is te wenschen dat deze wet eerlang zal in werking treden: zij zal ten gevolge hebben, niet alleen een einde te stellen aan zware misbruiken, maar ook de zaken onder onze rechtbanken beter te verdeelen.

In zake verzekeringsovereenkomsten zijn de processen talrijk; tot hiertoe werd voor hen slechts bij enkele rechtbanken rechtsingang verleend, wat grootendeels bijdroeg tot den overlast. Voortaan zullen die processen onder-

worpen worden aan de rechtbanken der woonplaats van den verzekerde en dus kunnen beslecht worden door de rechtbanken in de provincie, die veel minder overlast zijn en aan wie de kennisneming van zulke rechtszaken geheel ontsnapte.

Met hetzelfde doel stelde een lid van de Middenafdeeling een maatregel voor, die ten gevolge zou hebben den overlast der politierechtbanken merkkelijk te doen verminderen. Men zou volgens hem, evenals in sommige landen, de verbaliseerende agenten moeten toelaten, op staanden voet de boeten te innen wegens de overtredingen die zij vaststellen.

Deze gedachte verdient onthouden te worden.

Een autobestuurder rijdt b. v. te snel; tegen hem wordt proces-verbaal opgemaakt. Waarom zou de agent de boete niet onmiddellijk mogen toepassen en haar zelfs innen? Waarom eerst eene lange rechtspleging en daarna een vonnis afgewacht?

Hetzelfde geldt voor andere lichte overtredingen, die op staanden voet zouden kunnen geregeld worden en welke de overtredders niet beter zouden vragen dan zonder andere vormvereischen te vereffenen.

De rechter zou natuurlijk de betwiste gevallen te beslechten hebben; maar wij zijn van meening dat, zoo men deze hervorming wilde bestudeeren, haar in wel omliggende en wel doordachte regelen vastleggen; men zonder bezwaar tot een groote vereenvoudiging zou komen, die de Schatkist in ruime mate zou ten goede komen en die tevens eene betere toepassing van onze wetten en verordeningen zou ten gevolge hebben.

Hoeveel menschen zouden zich verhaasten zelfs het maximum der boete te betalen, en zelfs van het voordeel der voorwaardelijke veroordeeling afzien om naar niet op de strafregisters te worden gebracht!

Het ware trouwens geene nieuwigheid. Zien wij niet dagelijks dit beginsel op fiscaal gebied toegepast? Hoeveel vervolgingen, in toezaken bij voorbeeld, blijven bij het proces-verbaal, omdat degenen, tegen wie het opgemaakt wordt, verkiest eene boete bij overeenkomst te betalen, liever dan voor de rechtbank te moeten verschijnen.

*
* * *

De Afdeelingen van de Kamer waren ongeduldig een ontwerp te zien overleggen, houdende verhooging van de wedden der magistratuur.

Dit ontwerp is intusschentijd ingediend en wordt thans door de Middenafdeeling onderzocht. Ongetwijfeld zal het een goed onthaal bij de Kamer vinden.

Van den eenen kant is het eene noodzakelijke hervorming, waarvan de beste uitslagen mogen verwacht worden met het oog op de aanwerving van onze toekomstige magistraten.

Maar, van den anderen kant, is het een zware last te meer, die zich bij de uitgaven van het Departement van Justitie komt voegen. Wij mogen er niet voor terugdeinzen, zoo hij geroepen is om een der meest kostbare diensten onzer maatschappelijke inrichting te helpen en te verbeteren.

Zonder te willen vooruitloopen op de behandeling van het ontwerp door de Regeering ingediend, zijn wij zoo vrij te betreuren, — hier spreekt natuurlijk alleen de verslaggever, — dat men bij de gedachte niet gebleven is, die wij het vorig jaar hebben uitgedrukt, namelijk de regelmatige weddeverhoogingen te rekenen niet vanaf de intrede in de magistratuur, maar wel vanaf de intrede in het rechterlijk lichaam, met andere woorden vanaf de inschrijving bij de Balie.

Wij zijn zoo vrij op dit punt aan te dringen, omdat wij overtuigd zijn dat deze maatregel ongetwijfeld eene betere aanwerving zal ten gevolge hebben.

Wij weten dat, wanneer men den toestand der ambtenaren verbetert, dit niet steeds ten gevolge heeft, hunne aanwerving te verbeteren; maar, wat de magistratuur betreft, is dat onbetwistbaar; het is zelfs zonneklaar.

*
* *

De voorgestelde hervorming is vooral eene zaak van waardigheid.

Het Gerecht! Het woord maakt steeds indruk; de zaak zelve moet aan dezen indruk beantwoorden.

En bijgevolg is het hoogst noodzakelijk dat degenen, die deze groote zaak vertegenwoordigen, ook het ontzag inboezemen, welk zij oplegt. Het is dus de plicht van den Staat, hen in zulken toestand te plaatsen dat zij in aller oogen verschijnen in eene volledige onafhankelijkheid, welke door niets, zelfs door geene persoonlijke belangen, kan verminderd worden.

*
* *

Deze overwegingen doen ons denken aan andere beambten van de Justitie, die steeds al te veel werden over het hoofd gezien.

Is het niet vreemd, wanneer men steeds spreekt van den eerbied dien men aan de Justitie verschuldigd is, van hare zelfstandigheid, van de rechtschapenheid dergenen die haar vertegenwoordigen, is het dan niet vreemd dat de Staat steeds eene klasse heeft verwaarloosd, namelijk degenen die geroepen zijn met haar mede te werken? Wij bedoelen de deurwaarders.

Sedert lang spreekt men van de bezoldiging van de deurwaarders door den Staat, maar nooit, meenen wij, hield de wetgeving zich met het vraagstuk onledig.

Moet men vragen waarom?

Het antwoord ligt voor de hand: de deurwaarders zijn het zelve niet eens onder elkander.

De eenen vragen bezoldiging door den Staat, de anderen schrikken er voor terug.

In 1862 gaf een deurwaarder bij het Hof van Cassatie een vlugschrift uit, dat ten doel had de noodzakelijkheid te bewijzen, aan de deurwaarders eene jaarwedde toe te kennen evenals aan de andere ambtenaren.

Onmiddellijk antwoordde een andere deurwaarder bij het Hof van Beroep van Brussel met een vlugschrift, waarin hij bewees dat men de deurwaarders niet behoefde te bezoldigen, dat men hun alle vrijheid moest laten.

Welke is de reden van dit verschil van meening?

Dient het te worden gezegd dat dit ligt in het welbekende feit dat er twee klassen van deurwaarders zijn : zij, die veel geld verdienen, en zij die er geen of niet genoeg verdienen.

Zij, die geene zaken doen of zich stipt beperken tot de plichten van hun rechterlijk beroep, en zij die winstgevende kantoren hebben, waarvoor vele notariskantoren moeten onderdoen.

Laat ons, om Godswille, buiten dit geschil blijven!

Maar men dient toch eene oplossing te zoeken om een groot aantal dezer beambten uit den ellendigen toestand te redden, waarin de openbare machten hen gedompeld laten.

Wij overdrijven niets!

Er zijn deurwaarders die in ellende verkeerren! Wij kennen er, die een gezin hebben en geen duizend frank 's jaars verdienen; sommigen zelfs geen vijf honderd frank!

Het is een dringende plicht voor den Staat tusschenbeide te komen; het is ook een zaak van waardigheid.

Wel te verstaan, wanneer wij opkomen tegen de onbillijke onverschilligheid van den Staat, denken wij niet aan de deurwaarders die in de steden en de volkrijke centra zich benijdenswaardige inkomsten weten te verschaffen, maar wel aan die deurwaarders der landelijke kantons, die niet genoeg verdienen om te leven.

Mag de Staat voortgaan er zijne belangstelling aan te weigeren?

Dat mag hij niet! Het is zijn plicht hun een behoorlijk bestaan te verzekeren in overeenstemming met de waardigheid van hunne zending.

Immers, waarin bestaat hunne zending?

De deurwaarders, zeggen de Pandectes, zijn ministerieele ambtenaars, door de wet belast met de gerechtelijke en buitengerechtelijke beteekeningen, met de gedwongen uitvoering der openbare akten en met den inwendigen dienst bij de Rechtbanken.

Men tracht, en daarin doet men wel, de Justitie met al de staatsie te bekleeden, die hare verheven zending vergt; de magistraten, de advocaten, de pleitbezorgers, al degenen die met haar medewerken, mogen dit slechts in plechtige vormen doen; de wet legt hun zelfs een kleeid op, dat zij omstandig beschrijft en waarvan de pracht geregeld schijnt volgens de rangorde. Men wil dat, op het gerechtshof, de Justitie met al de vormen omringd worde, welke haar gezag vergt, maar men duldt dat zij tegenover de rechtsplichtigen blijve verschijnen in lompen gehuld!

Het is de deurwaarder die de eerste daad der rechtsvordering stelt; hij alleen is daartoe bevoegd krachtens de wet; zijn optreden is eene onafwendbare noodzaak.

Spreekt het derhalve niet vanzelf dat de wet dien eersten stap van het

gerecht eveneens zou moeten regelen; dat zij van dengene, die hem moet doen, hetzelfde gezag en dezelfde waardigheid zou moeten eischen?

En dat ligt niet alleen in het belang van de Justitie, maar ook in het algemeen belang.

Inderdaad wat gebeurt er? De deurwaarder, die zijn brood niet verdient, wordt een zaakwaarnemer; in stede van den vrede aan te prediken, wordt bij een procesmaker, want hoe meer geschillen hij zal uitlokken, hoe meer hij zal verdienen!

Het maatschappelijk belang vergt dat hij boven zulke verlokkingen worde geplaatst en, bijgevolg, dat men hem inkomsten verzekert, die hem toelaten zulke profijten te verwaarloozen.

Moet men dus niet trachten hem zooveel mogelijk alle voordeel te ontnemen bij de processen, welke hij gelast is aanhangig te maken?

Het vraagstuk is moeilijk, doch niet onoplosbaar.

Vermits de meeste deurwaarders van geen jaarwedde willen weten, zou er dan geen middel bestaan om voldoening te geven aan hen die klagen, zonder te raken aan den toestand van hen die het hekken aan den ouden stijl willen laten?

Wij veroorloven ons een voorstel te doen, dat niet moeilijk te verwezenlijken ware en dat bestaat in het verzekeren aan de deurwaarders van een minimum-inkomsten. De maatregel zou zelfs niets aan de Schatkist kosten voor al degenen wier beroep eene genoegzame bron van inkosten is; de Staat zou slechts tusschenbeide komen om de inkomsten aan te vullen van degenen die niet genoeg verdienen om te leven. Het ware een soort minimumloon.

Wil men eene korte schets van het ontwerp hebben? Volgens ons, zouden de twee volgende artikelen volstaan :

ARTIKEL 1. — Aan de deurwaarders, tot welke rechtbank zij ook behooren, wordt eene vaste vergoeding van vier honderd frank in de maand toegekend, uit hoofde van het rechterlijk ambt dat zij geroepen zijn waar te nemen.

ART. 2. — Worden van deze vergoeding afgetrokken al de eereloonen die hun worden uitbetaald voor handelingen welke zij als ministerieele ambtenaars moesten verrichten. Om dien af trek te kunnen nagaan, zijn zij gehouden, bij elken driemaandelijkschen verval dag van de hun toegekende vergoeding eene opgave over te leggen van al deze handelingen en van de geïnde eereloonen.

De eerste opwerping zal ongetwijfeld zijn dat dit erg ingewikkeld is.

Zoo erg is het toch niet, als men nagaat dat thans de deurwaarders verplicht zijn een repertorium bij te houden, waar zij al de gerechtelijke of buitengerechtelijke handelingen van hun ambt moeten in vermelden, vervolgens, dat deze repertoriums aan het toezicht van den fiscus onderworpen zijn.

Van het oogenblik dat eene bezoldiging noodig blijkt, is een ietwat ingewikkelde maatregel beter dan het voortbestaan van een onrechtvaardigen toestand.

Men zal nog zeggen dat de Staat niets aan de deurwaarders verschuldigd is, dat zij geene ambtenaren zijn.

De Staat vertrouwt hun nochtans een zending toe, een dienst; waarom zou hij dien dan ook niet moeten betalen?

Is de deurwaarder niet tot talrijke plichten gehouden, die vaak een groot deel van zijn tijd vergen? Waarom zouden die plichten onbezoldigd blijven?

Zóó moet hij al de terechtzittingen bijwonen; zóó hebben de magistraten het recht zijne aanwezigheid te vorderen; zóó moet hij den inwendigen dienst bij de rechtbanken verzekeren.

Zóó moet hij ook nog al de akten der kosteloze rechtspleging opmaken; iets wat hem dwingt tot geschriften, rondgeeloop en zelfs uitgaven die het onbillijk zou zijn hem voor rekening te laten.

Is een ambtenaar, in den engen zin des woords, niet degene wien de Regeering een deel van het openbaar gezag heeft overgemaakt?

En is het deel van gezag, dat aan den deurwaarder wordt toevertrouwd en dat zijne akten geloofbaar maakt tot dat er een aanklacht wegens valsheid wordt ingediend, niet aanzienlijk?

En wat al verplichtingen rusten niet op hem!

Hij moet een eed afleggen, hij moet verblijven waar de rechtbank het hem zegt; hij moet zijn ambt verleenen voor al de akten waartoe hij bevoegd is; hij heeft wettelijke, zedelijke en beroepspligten; hij is burgerrechtelijk en strafrechtelijk en zelfs in tuchtzaken aansprakelijk.

Zijn ambt is onvereenbaar met elk bezoldigd openbaar ambt.

Zijn dat al geen kenmerken van zijne zending die er een ambtenaar in den waren zin des woords van maken?

Een enkele zaak stelt hem terzijde, hij wordt niet betaald. En het komt ons voor dat, zoo men hem niet als ambtenaar wil beschouwen, er daarvoor geen andere reden is als deze: men wil de Schatkist geen nieuwen last opleggen.

Dat is niet billijk.

Wij vragen dus dat de Regeering het initiatief neme van een ontwerp, dat die onbillijkheid doet ophouden.

Wij weten dat de Regeering er zich mede onledig hield en wij meenen dat zij het inzicht heeft eene nog grootere verhooging der tarieven voor te stellen.

Maar ziet men niet in hoe ondoelmatig deze maatregel is met het oog juist op degenen die wij zouden willen helpen. Gesteld dat men het tarief verdubbelt! Zij, die thans vijfhonderd frank 's jaars verdienen, zullen er duizend verdienen; zij, die er duizend winnen, zullen er tweeduizend winnen. De ellende duurt voort.

En dat men het niet vergete! Is het oogenblik wel geschikt om de

gerechtskosten te verhoogen? En zij zouden merkelyk verhoogd, zijn zoo men de eereloonen der deurwaarders moest verdubbelen. Het is dus met andere maatregelen dat wij het kwaad moeten verhelpen, waarop wij wezen, met andere woorden door rechtstreeksche tusschenkomst van den Staat.

*
* * *

Nog slechts een woord over een vraagpunt van gansch plaatselyken aard.

De Middenafdeeling heeft den Minister van Justitie gevraagd een bijzonder crediet op de Begrooting uit te trekken om de kerk van Boschvoorde te voltooien.

De gemeenteraad en de kerkfabriek van Boschvoorde dringen aan opdat de werken, die vóór enkele jaren werden begonnen, onverwijld zouden worden voortgezet.

De Minister antwoorde ons dat hij zich ging verstaan met den Minister van Financiën, opdat dit crediet op de Begrooting worde uitgetrokken.

Aldus zal voldoening geschonken worden aan den wensch van de betrokken overheid.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

